

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

VALENCIENNES, le 14 mars 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

IBANEZ Père et Fils

16 Rue Victor Hugo
59195 Hérin

Références : V2/2024-068
Code AIOT : 0007004092

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2023 dans l'établissement IBANEZ Père et Fils implanté 16 rue Victor Hugo 59195 Hérin. L'inspection a été annoncée le 14/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IBANEZ Père et Fils
- 16 rue Victor Hugo 59195 Hérin
- Code AIOT : 0007004092
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société IBANEZ Père et Fils exploite une installation d'entreposage, de dépollution et de démontage de véhicules terrestres hors d'usage sise 16 rue Victor Hugo à Hérin.

Les activités exercées relèvent de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et sont soumises à enregistrement au titre de la rubrique suivante :

- 2712-1 : Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage.

La société est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 10 avril 1981 complété notamment par :

- l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 janvier 2010 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 octobre 2014.

Un arrêté préfectoral portant renouvellement de l'agrément à la SARL IBANEZ Père et Fils a été délivré à la date du 7 décembre 2015.

Les activités exercées sur le site sont également encadrées par :

- l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement, au titre de la rubrique n°2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- Quantités de VHU gérés
- Conditions d'entreposage
- Conditions d'accessibilité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Quantité de VHU présents	AP Complémentaire du 25/01/2010, article 2.1.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Entreposage des véhicules hors d'usage en attente de dépollution	AP Complémentaire du 25/01/2010, articles 1.2.3 et 2.1.2.1 Arrêté Ministériel du 26/11/2012 article : 41.I	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution	AP Complémentaire du 25/01/2010, articles 1.2.3 et 2.1.2.1 Arrêté Ministériel du 26/11/2012 article : 42.I	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Entreposage des pneumatiques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41.II	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Entreposage des pièces grasses extraites des	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41.III	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	VHU			
7	Dégagement et aménagement des voies de circulation	AP Complémentaire du 25/01/2010, article 7.3.1.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Quantité de VHU admis	Arrêté Préfectoral du 07/12/2015, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection des installations classées a relevé 6 non-conformités et propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure la société IBANEZ Père et Fils, en application de l'article L. 171-8-I du code de l'environnement, de respecter les prescriptions :

- des articles 1.2.3, 2.1.2.1 et 7.3.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 janvier 2010 ;
- des articles 41.I, 41.II, 41.III et 42.I de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Quantité de VHU admis

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2015, article 3				
Thème(s) : Risques accidentels, Quantité de VHU admis				
Prescription contrôlée : Le présent arrêté vaut agrément au titre de l'article R. 543-162 du code de l'environnement dans les conditions suivantes :				
Nature du déchet	Origine	Provenance	Quantité maximale admise	Conditions de valorisation
Véhicules Hors d'Usage (16 01 04*)	Assureurs, particuliers, garagistes et professionnels de l'automobile	Ensemble du territoire français	700 VHU/an (560 t)	Broyeurs VHU agréés
Constats : Lors de la visite d'inspection du 20/11/2023, l'exploitant a présenté le registre des VHU pris en charge sur le site :				

- en 2022, 455 VHU ont été pris en charge ;
- en 2023, au jour de la visite, 263 VHU ont été pris en charge.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Quantité de VHU présents

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/01/2010, article 2.1.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, Quantité de VHU présents

Prescription contrôlée :

Véhicules

[...]

• dépôt des VHU (Véhicules Hors d'Usage) sur lesquels des opérations de démontage/dépollution doivent avoir lieu,

[...]

La quantité maximale de véhicules automobiles hors d'usage présents sur le site est limitée à 400 VHU.

[...]

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 20/11/2023, l'exploitant a indiqué dépasser largement les capacités autorisées par son arrêté préfectoral d'autorisation et a exprimé des difficultés compte tenu notamment d'un manque récurrent de personnel.

En particulier, il a indiqué :

- une accumulation sur le site de VHU en attente de dépollution et de VHU dépollués. Il estime à environ 500 ou 600, le nombre de VHU présents sur le site ;
- un empilement des VHU compte tenu des quantités présentes ;
- l'exploitation de la parcelle AC0095 (cf. rapport d'inspection distinct référencé V2/2024-070) située en face du site autorisé pour y entreposer des VHU (ainsi que des véhicules d'occasion), compte tenu de l'absence de place sur le site autorisé ;
- une accumulation de pneumatiques, en attente de tri afin d'apprécier leur potentielle réutilisation.

Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté un site particulièrement encombré et notamment au niveau de la zone extérieure :

- la présence d'une quantité significative de VHU et l'absence de séparation physique pour l'entreposage des différentes catégories de VHU (en attente de dépollution et dépollués) ;
- l'absence d'ilotage pour ces VHU ;
- la présence de VHU non entièrement dépollués (notamment compte tenu de la présence de pneumatiques dont le retrait est inclus dans les opérations de dépollution à mener), empilés sur des VHU dépollués et inversement, sur 2 niveaux ;
- une quantité significative de pneumatiques présents au niveau de plusieurs entreposages (pneus triés destinés à la destruction, pneus en attente de tri,...) répartis sur le site et jouxtant directement les VHU et autres entreposages de pièces ;
- la présence de nombreuses pièces issues du démontage entreposées en extérieur (moteurs, amortisseurs, ...), directement à même le sol, sans protection particulière ;

- la présence d'une allée d'environ 4 m de large permettant d'accéder au fond du site pour l'évacuation des carcasses pour broyage (vers une société externe) ; cette allée est dégagée de tout obstacle ;
- la présence d'une seconde allée plus centrale d'environ 2/3 m de large, accessible au chariot du site, encombrée notamment par le stockage de pièces extraites des VHU à même le sol et non accessible aux engins de secours.

Le nombre de VHU présents le jour de la visite n'a pas été formellement évalué mais les constats de la visite, et notamment l'encombrement des espaces extérieurs, l'absence de séparation physique des différentes catégories de VHU, l'absence d'ilotage, l'empilement des VHU, le manque d'accessibilité aux installations, confirment les déclarations de l'exploitant et le dépassement du nombre maximal de 400 VHU autorisé sur le site.

Constats avec suite 1: L'exploitant ne respecte pas la quantité maximale de véhicules automobiles hors d'usage présents sur le site limitée à 400 VHU.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Entreposage des véhicules hors d'usage en attente de dépollution

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/01/2010, articles 1.2.3 et 2.1.2.1, Arrêté Ministériel du 26/11/2012 article 41.I

Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage des véhicules hors d'usage en attente de dépollution

Prescription contrôlée :

Article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14/10/2014

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 janvier 2010, intitulé « Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées », est modifié comme suit :

Rubrique	AS,A ,D,NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
2712-1 b)	E	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage. 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage	Récupération et dépollution de carcasses de véhicules hors d'usage	Surface utilisée	100 m ²	5640 m ²
[...]						

A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25/01/2010

L'établissement, comprenant l'ensemble des installations classées visées au 1.2.1 ci-dessus et leurs

installations connexes, est organisé de la manière suivante :

- une zone de stockage des véhicules hors d'usage en attente de dépollution de 1 000 m²,
- une zone de stockage des véhicules hors d'usage dépollués de 4 400 m²,
- [...]
- un bâtiment de 960 m² comprenant la station de dépollution des véhicules, le stockage des pièces détachées destinées à la vente, les bureaux, les vestiaires et l'accueil de la clientèle,
- [...]

[Note de l'inspection : la station de dépollution des véhicules présente une surface de 240 m².]

Article 2.1.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25/01/2010

Véhicules

Les différents types de véhicules présents sur le site ne devront pas être mélangés. Des aires particulières et clairement identifiées seront affectées aux :

- parking pour la clientèle et le personnel,
- dépôt des VHU (Véhicules Hors d'Usage) sur lesquels des opérations de démontage/dépollution doivent avoir lieu,
- dépôt de carcasses de véhicules, sur lesquels les opérations de dépollution/ démontage de pièces ont eu lieu.
- dépôt de véhicules équipés d'un réservoir GPL.

Ces différentes aires seront délimitées au sol, soit physiquement, soit par un marquage. L'exploitant veille à ce que ce marquage reste visible. Un plan d'affectation de ces zones doit être établi par l'exploitant.

[...]

Les VHU ne seront pas empilés mais stockés les uns à côté des autres.

[...]

Article 41.I de l'arrêté ministériel du 26/11/2012

Entreposage.

I. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution :

L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack).

[...]

La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable [...]

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 20/11/2023, l'inspection a constaté un site particulièrement encombré (cf. détail au point de contrôle n°2) et notamment pour ce qui concerne le présent point de contrôle au niveau de la zone extérieure :

- la présence d'une quantité significative de VHU et l'absence de séparation physique pour l'entreposage des différentes catégories de VHU (en attente de dépollution et dépollués) ;
- l'absence d'ilotage pour ces VHU ;

- la présence de VHU non entièrement dépollués (notamment compte tenu de la présence de pneumatiques dont le retrait est inclus dans les opérations de dépollution à mener), empilés sur des VHU dépollués et inversement, sur 2 niveaux ;
- une quantité significative de pneumatiques présents au niveau de plusieurs entreposages (pneus triés destinés à la destruction, pneus en attente de tri,...) répartis sur le site et jouxtant directement les VHU et autres entreposage de pièces.

Constats avec suite 2 : L'exploitant ne respecte pas les conditions d'entreposage prescrites pour les VHU en attente de dépollution.

Lors de la visite, l'exploitant s'est engagé à s'organiser afin de se mettre en conformité.

Par courriel du 24/01/2024, l'exploitant a indiqué avoir recruté, non sans mal, 2 personnes supplémentaires qualifiées et être en phase de désencombrement du site.

L'inspection attire l'attention de l'exploitant concernant l'îlotage des VHU, les bonnes pratiques issues du retour d'expérience préconisent 50 à 80 VHU par îlot.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/01/2010, articles 1.2.3 et 2.1.2.1, Arrêté Ministériel du 26/11/2012 article 42.I

Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution

Prescription contrôlée :

Article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14/10/2014

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 janvier 2010, intitulé « Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées », est modifié comme suit :

Rubrique	AS,A ,D,NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
2712-1 b)	E	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage. 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage	Récupération et dépollution de carcasses de véhicules hors d'usage	Surface utilisée	100 m ²	5640 m ²
[...]						

A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25/01/2010

L'établissement, comprenant l'ensemble des installations classées visées au 1.2.1 ci-dessus et leurs installations connexes, est organisé de la manière suivante :

- une zone de stockage des véhicules hors d'usage en attente de dépollution de 1 000 m²,
- une zone de stockage des véhicules hors d'usage dépollués de 4 400 m²,
- [...]
- un bâtiment de 960 m² comprenant la station de dépollution des véhicules, le stockage des pièces détachées destinées à la vente, les bureaux, les vestiaires et l'accueil de la clientèle,
- [...]

[Note de l'inspection : la station de dépollution des véhicules présente une surface de 240 m².]

Article 2.1.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25/01/2010

Véhicules

Les différents types de véhicules présents sur le site ne devront pas être mélangés. Des aires particulières et clairement identifiées seront affectées aux :

- parking pour la clientèle et le personnel,
- dépôt des VHU (Véhicules Hors d'Usage) sur lesquels des opérations de démontage/dépollution doivent avoir lieu,
- dépôt de carcasses de véhicules, sur lesquels les opérations de dépollution/ démontage de pièces ont eu lieu.
- dépôt de véhicules équipés d'un réservoir GPL.

Ces différentes aires seront délimitées au sol, soit physiquement, soit par un marquage. L'exploitant veille à ce que ce marquage reste visible. Un plan d'affectation de ces zones doit être établi par l'exploitant.

[...]

Les VHU ne seront pas empilés mais stockés les uns à côté des autres.

[...]

Article 42.I de l'arrêté ministériel du 26/11/2012

Dépollution, démontage et découpage.

[...]

I. L'opération de dépollution comprend toutes les opérations suivantes :

- les huiles moteur, les huiles de transmission, les liquides antigels, les liquides de freins, les additifs à base d'urée ainsi que tout autre fluide sont vidangés ;
- les gaz du circuit d'air conditionné et fluides frigorigènes sont récupérés conformément à l'article 36 du présent arrêté ;
- le verre est retiré ;
- les composants volumineux en matière plastique sont démontés ;
- les composants susceptibles d'exploser, comme les réservoirs GPL/GNV, les airbags ou les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ;
- les éléments filtrants contenant des fluides, comme les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés ;
- les pneumatiques sont démontés ;
- les pièces contenant des métaux lourds comme les filtres à particules (plomb, mercure, cadmium

et chrome) sont retirées telles que les masses d'équilibrage, les convertisseurs catalytiques, des commutateurs au mercure ;

- les pots catalytiques sont retirés ;
- les batteries sont retirées, qu'elles constituent ou non la source d'énergie principale du véhicule.

Certaines pièces peuvent contenir des fluides après démontage si leur réutilisation le rend nécessaire.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 20/11/2023, l'inspection a constaté un site particulièrement encombré (cf. détail au point de contrôle n°2) et notamment pour ce qui concerne le présent point de contrôle au niveau de la zone extérieure :

- la présence d'une quantité significative de VHU et l'absence de séparation physique pour l'entreposage des différentes catégories de VHU (en attente de dépollution et dépollués) ;
- l'absence d'îlotage pour ces VHU ;
- la présence de VHU non entièrement dépollués (notamment compte tenu de la présence de pneumatiques dont le retrait est inclus dans les opérations de dépollution à mener), empilés sur des VHU dépollués et inversement, sur 2 niveaux ;
- une quantité significative de pneumatiques présents au niveau de plusieurs entreposages (pneus triés destinés à la destruction, pneus en attente de tri,...) répartis sur le site et jouxtant directement les VHU et autres entreposages de pièces.

Constats avec suite 3 : L'exploitant ne respecte pas les conditions d'entreposage prescrites pour les VHU après dépollution.

Lors de la visite, l'exploitant s'est engagé à s'organiser afin de se mettre en conformité.

Par courriel du 24/01/2024, l'exploitant a indiqué avoir recruté, non sans mal, 2 personnes supplémentaires qualifiées et être en phase de désencombrement du site.

L'inspection rappelle également que l'opération de dépollution comprend toutes les opérations définies à l'article 42.I de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, y compris le démontage des pneumatiques.

L'inspection attire l'attention de l'exploitant concernant l'îlotage des VHU, les bonnes pratiques issues du retour d'expérience préconisent 50 à 80 VHU par îlot.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Entreposage des pneumatiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41.II

Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage des pneumatiques

Prescription contrôlée :
Entreposage.

[...]

II. Entreposage des pneumatiques :

Les pneumatiques retirés des véhicules sont entreposés dans une zone dédiée de l'installation. La quantité maximale entreposée ne dépasse pas 300 m³ et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres.

L'entreposage est réalisé dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. Si la quantité de pneumatiques stockés est supérieure à 100 m³, la zone d'entreposage est à au moins 6 mètres des autres zones de l'installation.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 20/11/2023, l'inspection a constaté un site particulièrement encombré (cf. détail au point de contrôle n°2) et notamment pour ce qui concerne le présent point de contrôle au niveau de la zone extérieure :

- une quantité significative de pneumatiques présents au niveau de plusieurs entreposages (pneus triés destinés à la destruction, pneus en attente de tri,...) répartis sur le site et jouxtant directement les VHU et autres entreposages de pièces.

Le volume de pneumatiques présents le jour de la visite n'a pas été formellement évalué mais au regard des constats de la visite, l'exploitant a estimé qu'au moins 5 bennes devaient être présentes. Il est estimé par l'inspection qu'une benne représente environ 30 m³.

Constats avec suite 4 : L'exploitant ne respecte pas les conditions d'entreposage prescrites pour les pneumatiques.

Lors de la visite, l'exploitant s'est engagé à s'organiser afin de se mettre en conformité.

Par courriel du 24/01/2024, l'exploitant a indiqué avoir recruté, non sans mal, 2 personnes supplémentaires qualifiées et être en phase de désencombrement du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Entreposage des pièces grasses extraites des VHU

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41.III

Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage des pièces grasses extraites des VHU

Prescription contrôlée :

Entreposage.

[...]

III. Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage :

Toutes les pièces et fluides issues de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des

<p>intempéries. [...]</p> <p>Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 20/11/2023, l'inspection a constaté un site particulièrement encombré (cf. détail au point de contrôle n°2) et notamment pour ce qui concerne le présent point de contrôle au niveau de la zone extérieure :</p> <ul style="list-style-type: none"> la présence de nombreuses pièces issues du démontage entreposées en extérieur (moteurs, amortisseurs, ...), directement à même le sol, sans protection particulière. <p>Constats avec suite 5 : L'exploitant ne respecte pas les conditions d'entreposage prescrites pour les pièces grasses extraites de VHU.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Dégagement et aménagement des voies de circulation

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/01/2010, article 7.3.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dégagement et aménagement des voies de circulation</p>
<p>Prescription contrôlée : Circulation sur le site</p> <p>L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.</p> <p>Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 20/11/2023, l'inspection a constaté un site particulièrement encombré (cf. détail au point de contrôle n°2) et notamment pour ce qui concerne le présent point de contrôle au niveau de la zone extérieure :</p> <ul style="list-style-type: none"> la présence d'une allée d'environ 4 m de large permettant d'accéder au fond du site pour l'évacuation des carcasses pour broyage (vers une société externe) ; cette allée est dégagée de tout obstacle ; la présence d'une seconde allée plus centrale d'environ 2/3 m de large, accessible au chariot du site, encombrée notamment par le stockage de pièces extraites des VHU à même le sol et non accessible aux engins de secours.

Constats avec suite 6 : Les voies de circulation ne sont pas dégagées, ni aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois